

Burundi : Gitega veut fermer le bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU

La Libre Belgique, 19-11-20 Dans une "note verbale" datée du 17 novembre et adressée au Bureau du Secrétaire général de l'Onu à New York, le ministre burundais des Affaires étrangères et de la Coopération au développement "notifie" la "fermeture formelle et la liquidation du Bureau de l'Envoyé spécial au Burundi au 31 décembre 2020".

Le Secrétaire général de l'Onu avait nommé le diplomate marocain Jamal Benomar pour installer ce bureau en 2016 parce que l'Onu désirait suivre de près la situation au Burundi après la dure répression que le président Pierre Nkurunziza avait fait tomber sur ses opposants et prisonniers depuis avril 2015: des centaines de morts, des destructions de biens, 400.000 réfugiés à l'étranger. C'est en avril 2015 que le chef de l'Etat burundais avait annoncé son intention de se présenter à un nouveau mandat présidentiel, alors qu'il en avait déjà effectué deux de cinq ans et que l'Accord de paix d'Arusha - qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2005; 300.000 morts) - interdit qu'une même personne reste plus de dix ans à la tête de l'Etat. Montée de l'intolérance politique En 2017, Jamal Benomar avait été remplacé par le diplomate burkinabé Michel Kafando, qui avait été nommé le 30 octobre 2019 en soulignant: "La situation au Burundi demeure tendue" et on y observe une "montée de l'intolérance politique et des atteintes aux libertés civiques et politiques". Le Bureau de l'Envoyé spécial n'a néanmoins continué de fonctionner, "sans titulaire" et "sans aucune convention avec le pays hôte", indique la note verbale. Celle-ci ajoute qu'il avait été convenu que (le) Bureau fermerait ses portes à la fin du processus électoral de 2020". Celui-ci a pris fin le 24 août dernier, précise la lettre. "Au terme d'un processus électoral aussi qui s'est soldé par une transition politique historique, pacifique et exemplaire en Afrique, le gouvernement du Burundi estime qu'une présence des Nations unies à caractère politique n'est plus pertinente et n'apporte aucune valeur ajoutée dans la vie quotidienne des Burundais. Au contraire, elle continue de maintenir le Burundi dans une psychose de crise artificielle savamment entretenue par des acteurs étrangers". La politique de l'auto-isolement Le 28 février 2019, les autorités burundaises avaient fermé le Bureau des droits de l'Homme de l'Onu, installé au Burundi en 1995, en raison des violences qui avaient suivi l'assassinat du président Melchior Ndadaye, fermeture qu'avait regrettée la Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme, Michelle Bachelet: "Malheureusement, un bon nombre (des) avancées enregistrées en matière de droits de l'Homme ont été mises en péril depuis 2015". En mai dernier, Gitega avait expulsé les quatre experts de l'Oms (Organisation mondiale de la Santé, qui fait partie du système onusien), en pleine crise du coronavirus. En juillet dernier, la Commission d'enquête de l'Onu sur le Burundi avait exhorté le nouveau Président, le général Evariste Ndayishimiye, à démontrer sa "volonté de changer en coopérant pleinement" avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'Homme. Elle avait rappelé que depuis 2015, les forces de sécurité et les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD (Imbonerakure), ont commis des exécutions extrajudiciaires, arrêté arbitrairement des personnes et violé, menacé et harcelé ceux qu'ils percevaient comme étant des opposants politiques, avec une impunité quasi-totale. Marie-France Cros